

RÉUNION DE HAUT NIVEAU CHARGÉE D'EXAMINER L'APPLICATION DE LA STRATÉGIE DE MAURICE POUR LA POURSUITE DE LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME D'ACTION POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT: 24-25 SEPTEMBRE 2010

La Réunion de haut niveau chargée d'examiner l'application de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (MSI+5) a eu lieu du 24 au 25 septembre 2010 au Siège des Nations Unies à New York. Elle a réuni des participants de haut niveau, parmi lesquels plus de 40 chefs d'État et ministres.

La MSI+5 a été organisée en marge de la 65^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies, et elle a été précédée par deux autres événements de haut niveau, la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies: le Sommet sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et l'Événement de haut niveau sur la biodiversité.

La réunion a donné la possibilité aux délégués d'examiner l'application de la Stratégie de Maurice pour la mise en œuvre du Programme d'action de la Barbade (PAB) pour le développement des petits États insulaires en développement (PEID). Au cours des deux jours, les délégués ont pris part à deux tables rondes multipartites qui se sont concentrées sur la réduction des vulnérabilités et le renforcement de la résilience des PEID, et sur l'augmentation de l'appui international en faveur des PEID. Les tables rondes ont été suivies d'un dialogue interactif sur les perspectives interrégionales sur les problèmes communs et les priorités pour la voie à suivre.

Le résultat principal de la réunion a été une déclaration politique qui réitère les engagements en faveur des PEID, ou en propose de nouveaux, pour mettre en œuvre le PAB et la Stratégie de Maurice.

BREF HISTORIQUE DES QUESTIONS RELATIVES AUX PEID

La vulnérabilité des îles et des littoraux a été reconnue en 1989 par la 44^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies lorsqu'elle a adopté la résolution 44/206 portant sur les impacts négatifs éventuels de l'élévation du niveau des mers sur les îles et les littoraux, en particulier les littoraux de faible altitude. La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, organisée en 1992 à Rio de Janeiro (Brésil), a attiré l'attention de la communauté internationale sur le cas particulier des petites îles et des littoraux en adoptant le Plan d'action 21, un programme d'action pour le développement durable. Le Chapitre 17 du Plan d'action 21 concernant la protection des océans, de tous les types de mers et des littoraux, a englobé une partie programmatique consacrée au développement durable des petites îles. Le Plan d'action 21 a également appelé à la convocation d'une conférence mondiale sur le développement durable des PEID.

CONFÉRENCE MONDIALE SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES PEID: Établie par la résolution 47/189 de l'Assemblée générale des Nations Unies, la Conférence mondiale sur le développement durable des PEID s'est tenue à Bridgetown, à la Barbade, du 25 avril au 6

DANS CE NUMÉRO

| | |
|--|----|
| Bref Historique des Questions Relatives aux PEID | 1 |
| Compte Rendu de la Réunion | 3 |
| Tables Rondes Multipartites | 4 |
| Dialogue Interactif sur les Perspectives Interrégionales | 6 |
| Brève Analyse de la Réunion | 8 |
| Prochaines Réunions | 10 |

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Melanie Ashton et Mark Schulman. Edition numérique: Diego Noguera. Version française: Bo-Alex Fredvik – Correctrice: Sandra Gagnon. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: Le Royaume-Uni (à travers le département du développement international (DFID), le gouvernement des États-Unis d'Amérique (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'État américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le ministère danois des affaires étrangères, le ministère allemand de la coopération économique et développement (BMZ), le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), le ministère néerlandais des affaires étrangères, la commission européenne (DG-ENV), et le ministère italien de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'espace maritime. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2010, par: le ministère norvégien des affaires étrangères, le gouvernement australien, le ministère fédéral autrichien de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion de l'eau, le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI), le gouvernement d'Islande, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et la Banque mondiale. Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le ministère norvégien des Affaires étrangères et le ministère nippon de l'environnement. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par les gouvernements de la France, de la Région wallonne de Belgique, de la Province du Québec et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF et IEPF). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA.

mai 1994. La Conférence a abouti à l'adoption du Programme d'action de la Barbade pour le développement durable des PEID, un programme en 14 points qui identifie les domaines d'intervention prioritaires et les mesures spécifiques nécessaires au traitement des difficultés particulières auxquelles les PEID se trouvent confrontés. Les domaines d'intervention prioritaires sont: les changements climatiques et l'élévation du niveau des mers, les catastrophes naturelles et environnementales, la gestion des déchets, les ressources côtières et marines, les ressources en eau douce, les ressources en terres, les ressources énergétiques, les ressources touristiques, la biodiversité, les institutions nationales et les capacités administratives, les institutions régionales et la coopération technique, le transport et la communication, la science et la technologie, et le développement des ressources humaines. Le PAB identifie par ailleurs des domaines trans-sectoriels qui réclament une attention, dont: le renforcement des capacités; le développement institutionnel aux niveaux national, régional et international; la coopération dans le transfert de technologies écologiquement rationnelles; le commerce et la diversification de l'économie; et la finance. La Conférence a également adopté la Déclaration de la Barbade, une affirmation de la volonté politique qui soutient les engagements contenus dans le PAB.

La Commission du développement durable (CDD) des Nations Unies s'est vue confier la responsabilité du suivi de la mise en œuvre du PAB.

SE-AGNU-22: En septembre 1999, la 22^{ème} Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (SE-AGNUS-22) a entrepris un examen et une évaluation exhaustifs de la mise en œuvre du PAB. La Session extraordinaire a adopté le document « État des progrès accomplis et initiatives pour la future mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des PEID », qui identifiait six domaines problématiques nécessitant une attention urgente: les changements climatiques, les catastrophes naturelles et environnementales et la variabilité climatique, les ressources en eau douce, les ressources côtières et marines, l'énergie, et le tourisme. Outre ces domaines prioritaires, la Session extraordinaire a mis en exergue la nécessité de se focaliser sur les moyens de mise en œuvre du PAB, à travers: les stratégies de développement durable, le renforcement des capacités, la mobilisation des ressources et la finance, la mondialisation et la libéralisation du commerce, le transfert de technologies écologiquement rationnelles, un index de vulnérabilité, la gestion de l'information par le renforcement du Réseau des PEID, ainsi que la coopération internationale et les partenariats. La Session extraordinaire a également adopté une déclaration dans laquelle les États membres ont, entre autres, réaffirmé les principes du développement durable incarnés dans le Plan d'action 21, la Déclaration de la Barbade et le PAB, ainsi que leur engagement en leur faveur.

SOMMET DU MILLÉNAIRE: En septembre 2000, lors du Sommet du Millénaire des Nations Unies qui s'est tenu à New York, les dirigeants mondiaux ont adopté la Déclaration du Millénaire des Nations Unies (résolution de l'Assemblée générale 55/2) et, ce faisant, ont pris la résolution de répondre aux besoins particuliers des PEID par la mise en œuvre du PAB et des conclusions de la SE-AGNU-22, rapidement et intégralement.

SMDD: Le Sommet mondial pour le développement durable (SMDD) s'est réuni du 26 août au 4 septembre 2002 à Johannesburg, en Afrique du Sud. Le SMDD a réaffirmé le cas particulier des PEID, et il a consacré un chapitre entier au développement durable des PEID dans le Plan d'application de Johannesburg, qui identifiait un ensemble d'actions prioritaires, appelait à un examen complet et approfondi du PAB en 2004, et demandait à l'Assemblée générale d'envisager, lors de sa 57^{ème} session, la convocation d'une réunion internationale consacrée au développement durable des PEID.

AGNU-57: En décembre 2002, la 57^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 57/262 dans laquelle figurait la décision de l'Assemblée de convoquer, en 2004, une réunion internationale consacrée à l'examen complet et approfondi de la mise en œuvre du PAB, et où elle accueillait favorablement l'offre du Gouvernement mauricien d'accueillir cette réunion. L'Assemblée générale a aussi décidé que cette revue devrait viser le renouvellement de l'engagement politique de tous les pays en faveur des actions pratiques et pragmatiques pour la poursuite de la mise en œuvre du PAB, notamment par la mobilisation de ressources et l'assistance aux PEID, et se focaliser sur ces actions. En outre, la résolution a décidé de convoquer des réunions préparatoires régionales ainsi qu'une réunion préparatoire inter-régionale afin d'entreprendre un examen du PAB aux niveaux national, sous-régional et régional, et elle a invité la CDD à réfléchir à son rôle dans ce processus d'évaluation.

RÉUNION INTERNATIONALE SUR L'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PAB: La Réunion internationale sur l'évaluation de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement s'est tenue du 10 au 14 janvier 2005 au Centre de convention international Swami Vivekananda, à Port Louis, à Maurice. Des groupes de discussion pléniers se sont réunis autour des thèmes suivants: les vulnérabilités environnementales des PEID; les difficultés particulières auxquelles les PEID sont confrontés dans les domaines du commerce et du développement économique; le rôle de la culture dans le développement durable des PEID; la prise en compte des tendances émergentes et des défis sociaux pour le développement durable des PEID; et le renforcement de la résilience des PEID. La réunion de haut niveau a traité de « L'examen exhaustif de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des PEID », alors que les tables rondes se sont consacrées au thème général de « La voie à suivre », les premiers discutant de la mobilisation des ressources, et les seconds de renforcement des capacités. Pour conclure la réunion, les délégués ont adopté la Déclaration de Maurice et la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des PEID.

AGNU-62: En décembre 2008, la 62^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 62/191 dans laquelle elle a décidé d'examiner, lors de sa 65^{ème} session, les progrès de l'action menée pour réduire les vulnérabilités des PEID à travers la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice. L'Assemblée générale a également demandé au Secrétaire général de soumettre un rapport à sa 63^{ème} session concernant le suivi et la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice.

AGNU-63: En décembre 2009, la 63^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 63/213 dans laquelle elle a décidé que la MSI+5 devrait être convoquée en marge de la 65^{ème} session de l'Assemblée générale, et donner à la communauté internationale l'opportunité de procéder à l'évaluation des progrès réalisés, des enseignements tirés et des contraintes rencontrées, et de s'accorder sur ce qu'il reste à faire pour réduire davantage les vulnérabilités des PEID. L'Assemblée générale a également décidé que la MSI+5 devrait être précédée de travaux préparatoires substantiels aux niveaux national, sous-régional et régional.

RÉUNIONS PRÉPARATOIRES RÉGIONALES: Des réunions préparatoires régionales ont eu lieu: dans la région Pacifique, à Port Vila (Vanuatu), les 8 et 9 février 2010; dans la région Afrique, Océan Indien, Méditerranée et mer de Chine méridionale (AIMS), à Malé (Maldives), les 9 et 10 mars 2010; et dans la région Caraïbes, à la Grenade, du 16 au 18 mars 2010. Une réunion préparatoire interrégionale s'est tenue à New York le 8 mai 2010. Au cours de cette réunion, les délégués ont discuté des priorités communes sur lesquelles agir et ils ont finalisé un rapport de synthèse mondial pour soumettre à l'examen de la CDD-18.

COMMISSION PRÉPARATOIRE DE LA MSI+5: Le 10 mai 2010, la Journée des PEID a été célébrée en marge de la 18^{ème} session de la Commission du développement durable en tant que Commission préparatoire de la MSI+5. Pendant cette réunion d'une journée, les délégués se sont consacrés au rapport du Secrétaire général sur l'Examen de l'application de la Stratégie de Maurice (E/CN.17/2010/9), et ils ont passé en revue et adopté les aspects procéduraux de la MSI+5.

AGNU-64: Le 13 septembre 2010, la 64^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté un projet de décision (A/64/L.71) fixant l'agenda de la MSI+5. L'Assemblée a également adopté le projet de document et de déclaration politique, tel que contenu dans la résolution 64/300.

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

Le vendredi 24 septembre, le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Joseph Deiss (Suisse), a ouvert la Réunion de haut niveau chargée d'examiner l'application de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Plan d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement, en notant que beaucoup de PEID ont accompli des progrès en matière de protection de l'environnement et vers la réalisation des OMD, mais que d'autres objectifs n'ont pas été atteints. Il a émis le souhait que l'évaluation conduise à un renforcement de la volonté politique de réduire la vulnérabilité des PEID.

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a insisté sur l'importance de ce processus d'évaluation afin d'examiner les lacunes dans la réalisation des objectifs de développement durable de la Stratégie de Maurice. Soulignant le caractère unique des vulnérabilités des PEID imputables à leur taille, leur isolement, la limitation de leurs ressources et une exposition forte aux menaces écologiques, les changements climatiques en particulier, il a déclaré qu'il était nécessaire

d'augmenter l'assistance financière et de rationaliser les mécanismes financiers pour faire face aux chocs extérieurs tels que les catastrophes naturelles.

Marcus Stephen, Président de Nauru, s'exprimant au nom des PEID du Pacifique, a noté que si certains PEID étaient en voie d'atteindre les OMD, nombreux étaient les PEID du Pacifique qui affichaient un retard, en particulier pour l'objectif lié à la réduction de la pauvreté. Malgré les progrès réalisés, il a insisté sur le fait que de nombreux objectifs énoncés dans la Stratégie de Maurice n'avaient pas été atteints, et qu'un obstacle majeur aux progrès était celui du manque de compréhension, par la communauté internationale, des vulnérabilités des PEID, ces dernières incluant: l'isolement par rapport aux principaux marchés, l'exposition aux catastrophes naturelles, l'insuffisance de ressources, ainsi que l'élévation du niveau des mers et les changements climatiques. Il a invité le Secrétaire général des Nations Unies à se rendre dans la région Pacifique pour toucher du doigt la réalité de la vie dans les îles et, ainsi, constater l'urgence de créer une catégorie officielle pour les PEID au sein du système des Nations Unies.

Tillman Thomas, Premier ministre de la Grenade, s'exprimant au nom de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), s'est inquiété du fait que l'augmentation de l'endettement de ces pays constitue un obstacle à la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice. Il a ajouté que les changements climatiques étaient « l'ennemi public numéro un » et qu'un accord officiel et juridiquement contraignant sur les changements climatiques était nécessaire à la survie des PEID.

Edward Nipake Natapei Tuta Fanua'ariki, Premier ministre de Vanuatu, s'exprimant au nom du Forum des îles du Pacifique, a encouragé les partenaires du développement et les amis internationaux à inclure dans la déclaration politique l'engagement d'agir. Le représentant du Yémen, s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine (G77/Chine), a souligné que les engagements des bailleurs vis-à-vis des PEID n'avaient pas été tenus, il a expliqué que la crise financière a durement touché les PEID, et il a encouragé la communauté internationale à intensifier son aide aux PEID.

Heinz Fischer, Président de l'Autriche, a fait part de son optimisme de voir la déclaration politique de la réunion créer un nouvel élan, et il a décrit l'aide apportée par son pays à la région Pacifique pour assurer un accès à l'énergie. Danny Faure, Vice-président des Seychelles, représentant les PEID de l'AIMS, a plaidé pour que les situations particulières des PEID soient prises en considération dans les processus d'évaluation de la gouvernance internationale, tout en expliquant que la classification actuelle de la plupart des PEID est trompeuse et ne reflète pas les défis nombreux et complexes auxquels ils sont confrontés. Naoto Kan, Premier ministre du Japon, a décrit le soutien fourni par son pays aux PEID dans la gestion des catastrophes, et il a fait la promotion du concept de sécurité humaine qui, a-t-il dit, est au cœur du développement des PEID. Peter Kent, Ministre d'État des affaires étrangères du Canada, a souligné la nécessité que la communauté internationale travaille de concert pour soutenir les PEID, et il a mis l'accent sur le rôle du secteur privé pour connecter les PEID aux marchés. Reconnaisant les efforts substantiels déployés par les PEID pour intégrer le développement durable dans leurs plans de

développement nationaux, Stefania Prestigiacomo, Ministre de l'environnement et de la protection des terres et des mers (Italie), a fait état du soutien fourni par l'Italie aux PEID, notamment le partenariat engagé avec l'Autriche portant sur des projets d'énergie renouvelable.

En tant que représentant du pays hôte de la prochaine réunion de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) qui se tiendra à Cancún, Juan Manuel Gómez-Robledo, Vice-ministre des affaires étrangères du Mexique, a déclaré que cet événement offrait une opportunité unique de progresser dans les négociations sur les changements climatiques, en particulier en abordant les préoccupations des PEID. Kamallesh Sharma, Secrétaire général du Commonwealth, a décrit plusieurs façons de réduire les vulnérabilités des PEID, notamment: l'accès à des marchés plus importants, des mécanismes d'allègement de la dette, l'accès aux financements relatifs aux changements climatiques, et une voix plus forte dans les négociations internationales. Reconnaisant les contraintes en capacités humaines, techniques et financières auxquelles les PEID sont confrontés, Kenneth Baugh, Vice-premier ministre de la Jamaïque, s'exprimant au nom du Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), a appelé au renforcement du financement du développement, à un degré d'endettement tolérable, à un accès à des marchés plus grands et au renforcement de l'appui institutionnel pour réduire les vulnérabilités des PEID.

Catherine Ashton, Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, a réitéré l'engagement de l'UE en faveur des PEID, rappelant la promesse faite de fournir 2,4 milliards d'euros pour soutenir les efforts d'adaptation et d'atténuation dans les pays les moins avancés, notamment les PEID. Frederick Barton, Représentant permanent des États-Unis auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), a lancé un appel pour que l'assistance technique et les efforts de financement internationaux soient renforcés afin d'aider les PEID à développer leurs sources d'énergies renouvelables, leurs capacités en matière de prévision météorologique et des stratégies d'adaptation aux changements climatiques.

TABLES RONDES MULTIPARTITES

RÉDUIRE LES VULNÉRABILITÉS ET RENFORCER

LA RÉSILIENCE DES PEID: Vendredi après-midi, le Co-président de la table ronde, Ralph Gonsalves, Premier ministre de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, a ouvert les débats en faisant référence à un article récent du *New York Times* sur le blanchiment des coraux qu'il a dit emblématique des vulnérabilités auxquelles les PEID font face. Il a ajouté que les changements climatiques ainsi que les crises financières et alimentaires mondiales sont un « tsunami du développement », avec des effets désastreux sur la biodiversité et les moyens de subsistance des populations. Le Co-président Gonsalves a signalé que nul autre regroupement régional ne dépend autant des comportements des autres pour son développement durable et son existence et, qu'en conséquence, les besoins et les vulnérabilités uniques des PEID doivent occuper une place spéciale parmi la communauté internationale.

Le Co-président Kevin Rudd, Ministre des affaires étrangères de l'Australie, a mis l'accent sur la myriade de défis auxquels les PEID sont confrontés, y compris les retombées de la crise financière mondiale, les changements climatiques et la coordination efficace de l'aide. Avec la volonté de faire avancer les intérêts communs en relevant ces défis, il a insisté sur le besoin de reconnaissance plus formelle des PEID, par le biais d'une « définition convenue » dans les accords institutionnels.

Sha Zukang, Sous-secrétaire général des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales, a déclaré qu'en raison de leur taille, de l'insuffisance de leurs ressources et de leur isolement, les PEID ont besoin de l'appui de la communauté internationale pour absorber les chocs économiques et les changements climatiques. Il a demandé aux délégués de partager leurs expériences en matière de plans de développement nationaux, et de stratégies pour réduire la vulnérabilité et renforcer la résilience.

La Slovénie a exprimé son soutien à l'intensification des efforts pour aider les PEID à travers le système des Nations Unies. Les Îles Salomon ont appuyé l'adoption du concept d'échanges de dettes dans le cadre des OMD, qui incite les pays en développement à utiliser l'investissement intérieur pour réaliser les OMD en échange d'un allègement de leur dette. Le Royaume-Uni a insisté sur l'importance que la réunion de Cancún soit un succès afin de rétablir la confiance dans le système multilatéral. Expliquant que les territoires d'outre-mer doivent être considérés comme des partenaires, et non comme des suppliants, les Îles Caïmans ont encouragé les pays à permettre aux territoires de participer pleinement aux activités de développement des PEID. La Nouvelle-Zélande a souligné les efforts qu'elle a déployés pour augmenter son aide au développement et confirmé son engagement dans le Pacte de Cairns sur le renforcement de la coordination du développement.

Le délégué de Trinité-et-Tobago a parlé de l'impact des chocs exogènes sur les PEID, notamment la perturbation de la capacité de production, et il a rappelé à la communauté internationale la responsabilité qui lui incombe, à savoir assister les PEID. En décrivant les risques accrus de voir se développer des maladies sensibles au climat, comme le paludisme et la dengue, le délégué de Vanuatu a souligné l'importance d'avoir un leadership de même que des partenariats forts.

Le délégué des Îles Marshall a regretté le manque de reconnaissance par les Nations Unies d'une catégorie officielle des PEID et il a signalé, en conséquence, le caractère inapproprié des mesures de développement sans différenciation mises en œuvre. Il a souligné le besoin de mettre en lumière les stratégies concrètes nationales visant à renforcer la sécurité énergétique par le biais de réductions d'émissions, et de sauvegarder les pays les plus vulnérables grâce à des plans et des objectifs de développement correctement intégrés.

Le délégué de la Barbade a souligné l'importance d'établir des partenariats efficaces pour répondre collectivement à la menace des changements climatiques et il a émis le souhait que le processus d'examen de la Stratégie de Maurice permette d'aboutir à une plateforme de transfert de technologie pour relever les défis du développement durable. L'Allemagne a fait état de ses efforts de lobbying pour que les PEID soient reconnus à haut niveau, et de l'augmentation de son financement en faveur des programmes régionaux.

Les Bahamas ont lancé un appel pour que le développement durable soit intégré dans les stratégies de développement nationales et pour que les Nations Unies renforcent leurs institutions d'aide aux PEID, en particulier en matière d'accès aux financements de l'adaptation. L'Indonésie a souligné l'importance de partager les bonnes pratiques entre les PEID, et elle a appelé à un soutien technique et financier renforcé pour relever les défis.

La République de Corée a offert de partager son expérience avec les pays en développement, y compris les PEID, en matière de développement économique durable et de changements climatiques. Le délégué a ajouté qu'il faudrait accorder plus d'importance aux PEID dans le cadre des négociations des Nations Unies sur les changements climatiques, et que son pays souhaitait accueillir la 18^{ème} réunion de la Conférence des Parties à la CCNUCC en 2012. Les États-Unis ont signalé qu'ils fournissaient 100 millions de \$US d'aide aux PEID pour le financement d'activités relatives aux changements climatiques, et que le pays travaillait avec les PEID pour renforcer la conservation et la gestion des pêches, ainsi que pour développer les sources d'énergies renouvelables.

La France a souligné la nécessité de poursuivre l'augmentation de l'aide aux PEID, et elle a appelé à viser des « objectifs réalistes » à Cancún. Mettant l'accent sur la vulnérabilité des PEID face aux changements climatiques et l'absence d'un accord pour l'après-Kyoto, la Norvège s'est dite prête à « payer sa part » de la facture de l'adaptation et de l'atténuation. Le délégué du Brésil a décrit l'assistance à long terme qu'apporte son pays à Haïti et il a déclaré que les engagements en faveur des PEID doivent dépasser la rhétorique. Le délégué du Bangladesh a émis le vœu que les PEID adoptent une position commune forte à Cancún et il a signalé que son pays était prêt à s'engager auprès des PEID.

Rappelant que les efforts de coopération doivent respecter la souveraineté des PEID, le Venezuela a mis en exergue le besoin d'un accès équitable à l'énergie. Le délégué du Nigéria a décrit les points communs entre son pays et les PEID, et il a souligné le besoin de renforcer la résilience aux chocs extérieurs.

Expliquant que son pays comprend 1000 îles, le délégué de la Croatie a indiqué que le développement des îles est conditionnel à l'amélioration de leur connectivité. La Turquie a déclaré qu'elle renforçait sa coopération avec les PEID dans le Pacifique et les Caraïbes sur une base régie par la demande, et elle a offert son assistance dans la prévention des catastrophes. Le Guatemala a souligné le besoin de parvenir à un accord pour l'après-Kyoto et il a approuvé la proposition des PEID de « 1,5°C pour rester en vie ».

Le Samoa a fait état de progrès dans l'intégration, au cœur des plans de développement nationaux, des changements climatiques, de l'efficacité énergétique et de la résilience. La Grenade a souligné le besoin: d'honorer les promesses et les engagements pris à l'égard des PEID; d'augmenter les ressources pour faire face aux nouveaux défis; de réexaminer les indicateurs de développement; et d'engagements mondiaux suffisants pour faire face aux changements climatiques. Le Chili a réitéré son soutien en faveur des PEID dans le cadre des négociations sur les changements climatiques, avec pour objectif qu'au final, les pays développés prennent des engagements ambitieux.

L'Australie a reconnu l'existence de lacunes dans le soutien institutionnel des Nations Unies fourni aux PEID, et elle a appelé à définir de meilleurs indicateurs concernant les PEID et leurs besoins. Le Suriname a plébiscité les mécanismes de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, et il a exhorté les bailleurs à augmenter le niveau des ressources disponibles pour les PEID de même que pour les opérations des Nations Unies. La Chine a déclaré que les pays développés devraient honorer leurs précédents engagements, ouvrir leurs marchés aux PEID et éliminer les subventions commerciales. Mentionnant l'injustice réelle que vivent les PEID à cause de l'impact des changements climatiques, la Suisse a encouragé les pays donateurs à soutenir les efforts déployés par les PEID au niveau local.

Pour conclure les débats de la table ronde, le Co-président Gonsalves a encouragé les bailleurs à agir conformément à leur constat, celui que les PEID ont besoin d'être aidés de toute urgence. Le Co-président Rudd a souligné l'importance que les bailleurs honorent leurs engagements, et que les PEID aient une voix dans tous les forums internationaux.

RENFORCER LE SOUTIEN INTERNATIONAL EN FAVEUR DES PEID: Samedi matin, le Co-président de la table ronde, Mohamed Waheed, Vice-président de la République des Maldives, a ouvert la table ronde sur le renforcement du soutien international en faveur des PEID. João Gomes Cravinho, Secrétaire d'État aux affaires étrangères et à la coopération du Portugal, a également co-présidé la session. Le Co-président Waheed a souligné l'importance d'une coopération forte avec les partenaires du développement pour résoudre les graves difficultés en termes de développement auxquelles les PEID se trouvent confrontés, qu'il était nécessaire de traiter les questions relatives aux PEID en tant que catégorie spéciale au sein du système des Nations Unies, et il a parlé de la manière dont les PEID sont représentés dans les organisations internationales.

Cheick Diarra, Sous-secrétaire général des Nations Unies et Haut représentant pour les pays les moins avancés (PMA), les pays en développement sans littoral et les PEID, a suggéré que les partenariats – Sud-Sud, Nord-Sud, PEID-PEID, public-privé – sont la clé pour renforcer la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice. Les partenaires apportent leur soutien dans d'autres domaines, dont: le réaligement de l'aide officielle au développement pour financer les investissements verts et les énergies renouvelables, le soutien aux environnements d'affaires pour les rendre plus attractifs aux investissements directs étrangers, et les interventions auprès des partenaires commerciaux pour qu'ils tiennent compte des vulnérabilités particulières des PEID dans les programmes de préférence commerciale, conformément à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il a aussi appelé à intégrer la Stratégie de Maurice dans le système des Nations Unies pour aider à mesurer et améliorer la coordination.

L'Égypte a appelé les pays développés à intensifier leur aide aux PEID, non seulement en honorant les engagements qui leur ont été faits dans le passé, mais également en soutenant leurs stratégies nationales afin de renforcer les capacités rapidement nécessaires sur le terrain.

L'Australie a noté que 25% de son aide officielle au développement sont consacrés aux PEID (une estimation de 5 milliards de \$ australiens depuis 2005), et que le soutien

international en faveur des PEID devrait probablement augmenter dans les années à venir, en particulier pour concrétiser les engagements dans le domaine des changements climatiques.

S'intéressant aux populations nombreuses et vulnérables qui vivent dans les atolls et dans les zones côtières de faible altitude, l'Inde a souligné le besoin de mettre en place des instruments sécuritaires en matière de dette. Le Maroc a mis l'accent sur l'impact de l'échec des négociations commerciales du Cycle de Doha, et il a souligné l'importance d'intégrer les PEID dans l'économie mondiale. Expliquant que la mise en œuvre d'approches indifférenciées est inappropriée pour les PEID du Pacifique, les Îles Salomon ont insisté sur la nécessité d'adapter l'aide aux spécificités de chaque pays en y renforçant la présence des Nations Unies. Le délégué de Tuvalu a proposé de créer un fonds pour les PEID dédié aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique.

La Barbade a décrit les défis auxquels font face beaucoup de PEID des Caraïbes classés dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire, et elle a insisté sur le fait que beaucoup d'entre eux ont atteint un niveau d'endettement insoutenable, et que l'accès aux financements à des conditions favorables est nécessaire au développement. Le délégué du Japon a décrit l'aide fournie par son pays au Pacifique, notamment par l'accueil, tous les trois ans, du Forum des dirigeants des îles du Pacifique; et aux Caraïbes, via la production de cartes des risques. Le Luxembourg a souligné son soutien en faveur des PEID et noté qu'il consacre 0,4% de son revenu national brut à l'aide au développement. Le Canada a décrit son soutien aux PEID, notamment par le biais de l'aide qu'il fournit aux organismes multilatéraux concernant l'adaptation aux changements climatiques.

L'UE a indiqué avoir mis en place plusieurs mesures pour aider les PEID, notamment en faveur de l'adaptation aux changements climatiques, l'amélioration de l'accès des pauvres aux énergies plus propres et la promotion des énergies renouvelables. Le délégué a ajouté que les PEID reçoivent une part importante de l'aide au développement fournie par l'UE et que cette dernière a reconnu les vulnérabilités particulières des PEID à travers des initiatives comme l'Alliance mondiale contre le changement climatique.

Le Secrétariat du Forum des Îles du Pacifique a mis l'accent sur un certain nombre d'exemples à succès dans le Pacifique de mécanismes de financement régionaux et de standards pour appuyer la mise en œuvre des stratégies de développement durable, tels le Défi de la Micronésie et le Pacte de Cairns. En outre, il a insisté sur le besoin de développer des systèmes de suivi et d'évaluation pour garantir la responsabilisation des pays donateurs et bénéficiaires.

The Nature Conservancy a mis en lumière le lien entre conservation, changements climatiques et développement, et la manière dont les engagements à grande échelle comme le Défi de la Micronésie, sont les éléments constitutifs d'une mise en œuvre du PAB et de la Stratégie de Maurice. L'Institut du Climat a indiqué que les ONG et la société civile peuvent jouer un rôle important dans le renforcement des liens dans le cadre de l'exécution de la Stratégie de Maurice, et il a appelé la communauté internationale à intensifier ses efforts pour aider les PEID à acquérir une indépendance énergétique, et en conséquence, diminuer leurs vulnérabilités. Le Mauritius

council of social Service a prôné davantage de suivi, de partage d'expérience et de soutien institutionnel international en faveur des plans d'action nationaux des PEID.

Le Co-président João Gomes Cravinho, Secrétaire d'État aux affaires étrangères et à la coopération du Portugal, a résumé les débats de la table ronde, relevant que la majorité des délégués est préoccupée par le fait que les réussites collectives dans les PEID demeurent insuffisantes et qu'il faut redoubler d'effort. Cela suppose notamment de:

- Intégrer les spécificités des PEID dans le système de développement des Nations Unies;
- Rendre les environnements plus attractifs aux investissements;
- Renforcer le soutien international;
- Placer les plans nationaux au centre de tous les partenariats;
- Appuyer les mesures commerciales qui tiennent compte des spécificités des PEID;
- Progresser vers un accord juridiquement contraignant sur les changements climatiques; et
- Développer les énergies renouvelables pour réduire la dépendance au pétrole.

IALOGUE INTERACTIF SUR LES PERSPECTIVES INTERRÉGIONALES

Samedi après-midi, Peter David, Ministre des affaires étrangères de la Grenade, a modéré le dialogue et expliqué que la session avait pour objet de contribuer au développement d'un agenda commun sur les PEID.

Arvin Boolell, Ministre des affaires étrangères, de l'intégration régionale et du commerce international de Maurice, a abordé des questions propres à la région AIMS. Il a proposé de structurer la collaboration interrégionale par le biais d'une réunion annuelle des membres de l'AOSIS, y compris des représentants d'institutions nationales des PEID, des points focaux des PEID et des membres du personnel du Groupe des PEID des Nations Unies. En outre, il a proposé de développer et utiliser un indice de vulnérabilité pour les PEID, en tant que mesure de la situation économique plus efficace que le produit intérieur brut, et de créer une catégorie des PEID à un niveau international.

Tuiloma Neroni Slade, Secrétaire général du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, a décrit le Plan pour le Pacifique qui, a-t-il expliqué, est un cadre pour concrétiser l'intégration et la traduction de la Stratégie de Maurice dans le Pacifique. Il a indiqué que la voie à suivre requiert: un accès amélioré aux financements internationaux; des partenariats PEID-PEID; le renforcement de la coordination du développement; davantage de coordination et d'engagement avec le système des Nations Unies; et une concentration soutenue des efforts au niveau national.

Len Ishmael, Directrice générale de l'Organisation des États des Caraïbes de l'Est, a présenté une perspective caraïbéenne des défis auxquels les PEID sont confrontés. Elle a noté que, bien que de nombreux pays aient bénéficié de la mondialisation, la libéralisation du commerce a été source de pertes économiques et sociales pour les PEID des Caraïbes. Bien que de nombreux PEID des Caraïbes fassent partie des pays à revenu intermédiaire ou intermédiaire tranche supérieure, en se basant sur le PIB par habitant, ils rencontrent des difficultés pour accéder aux financements du développement, même s'ils sont toujours fortement endettés, manquent d'accès aux marchés et sont

toujours vulnérables aux chocs extérieurs comme les catastrophes naturelles. Pour corriger la situation, Ishmael a plaidé pour des modèles de développement innovants qui intègrent des lignes de crédit spéciales en cas de catastrophe, des mécanismes spéciaux d'allègement de la dette, des prêts à des conditions favorables et des dons, et le transfert de technologie. Elle a ajouté que la coopération Sud-Sud occupe une place de plus en plus importante dans l'agenda du développement international et constitue une opportunité pour les PEID.

Au cours du débat qui a suivi, les Comores ont noté que les PEID ont souvent peu de capacités et manquent d'aptitudes techniques. L'Algérie a lancé un appel pour soutenir les capacités techniques des PEID, s'adressant en particulier à la coopération Sud-Sud, et elle a proposé de procéder à des analyses environnementales stratégiques pour évaluer les impacts des différentes politiques de développement durable. En outre, le délégué du Venezuela a donné son appui à l'augmentation de la coopération Sud-Sud dans les programmes concernant les PEID. Il a également signalé que les PEID ont un rôle clé à jouer dans la protection des ressources marines et des écosystèmes.

Davidson Hepburn, Président de la Conférence générale de l'UNESCO, a souligné le rôle clé de l'héritage culturel et du savoir local dans le développement durable des PEID, ajoutant que l'éducation est un des moyens les plus efficaces pour s'adapter aux changements climatiques.

Le délégué de Maurice a souligné le besoin de s'entendre sur une définition des PEID, ce qui, a-t-il dit, permettrait à l'AOSIS d'avancer plus facilement en cohésion. La Dominique a insisté sur le fait que des progrès ont été accomplis, et elle a plébiscité l'utilisation combinée d'un indice de vulnérabilité et du PIB pour évaluer la situation économique des PEID. Tuvalu a suggéré que la Banque Mondiale étudie les possibilités de mettre en place un mécanisme d'assurance contre les risques climatiques et qu'elle développe un programme centré sur le soutien aux PEID. La Jamaïque a appuyé le Tuvalu et mis l'accent sur les opportunités de partager les bonnes pratiques avec les autres PEID, notamment en matière d'élaboration de systèmes d'alerte rapide et de stratégies d'atténuation des risques. Les Maldives ont détaillé les désavantages des PEID en matière de développement, dont les conséquences d'avoir des coûts d'électricité élevés. La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge s'est engagée à poursuivre la préparation des communautés dans les PEID.

PLÉNIÈRE DE CLÔTURE

Samedi après-midi, la Vice-secrétaire générale des Nations Unies, Asha-Rose Migiros, a proposé un résumé des deux journées de l'examen de haut niveau de la Stratégie de Maurice, qui exhorte la communauté internationale à redoubler d'efforts pour aider les PEID à renforcer leur résilience aux vulnérabilités qui leurs sont propres. Elle a indiqué que ces efforts incluaient: le développement d'un index de vulnérabilité des PEID; le renforcement de la coopération Sud-Sud, notamment entre les PEID; l'intensification des partenariats stratégiques, en particulier au niveau régional et au sein du système des Nations Unies; et réfléchir à la reconnaissance officielle des PEID dans le système des Nations Unies pour leur donner accès aux dispositifs d'allègement de la dette, à des conditions commerciales préférentielles et à l'aide au développement.

L'Assemblée générale a ensuite étudié et adopté la résolution de la Réunion de haut niveau chargée d'examiner l'application de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des PEID (A/65/L.2).

John Deiss (Suisse), Président de l'Assemblée générale, a mis fin à la réunion à 18h39.

Résultat final: La résolution (A/65/L.2) comprend une déclaration politique dans laquelle les chefs d'État et de gouvernement, les ministres et les représentants des États membres présents à la MSI+5, entre autres:

- Constatent que les PEID se sont montrés déterminés à promouvoir le développement durable, en intégrant les principes de développement durable dans leurs stratégies nationales de développement, en renforçant les engagements politiques à l'égard des questions de développement durable et en sensibilisant le public à leur importance;
- Constatent que les changements climatiques et l'élévation du niveau des mers continuent de présenter des risques considérables pour les PEID et de compromettre leurs efforts de développement durable et, de mettre gravement en péril la survie et la viabilité de certains;
- Exhortent les États à prendre d'urgence des mesures internationales de lutte contre les changements climatiques conformément aux principes énoncés dans le cadre de la CCNUCC, notamment celui des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives;
- Exhortent la communauté internationale à continuer de renforcer son appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des stratégies et programmes nationaux des PEID en matière d'atténuation des impacts des changements climatiques et d'adaptation à ces derniers;
- Reconnaissent la nécessité de renforcer et, au besoin, de créer des moyens et des instruments au niveau international permettant de mettre en place un dispositif de prévention des catastrophes naturelles dans les PEID, de réduire les risques et de bien intégrer la gestion des risques dans les politiques et programmes de développement, notamment par la poursuite de la mise en œuvre du cadre de réduction des risques de catastrophe, adopté à l'échelon international, le Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015;
- Reconnaissent l'importance que revêt la coopération Nord-Sud, complétée par la coopération Sud-Sud, la coopération entre les PEID et la coopération triangulaire, pour promouvoir l'élaboration de programmes qui permettront à ces États d'appliquer efficacement le PAB et la Stratégie de Maurice;
- Soulignent que les PEID et les partenaires de développement régionaux et internationaux concernés devraient travailler ensemble à l'élaboration et à l'exécution d'initiatives régionales de protection et gestion durable des ressources côtières et marines;
- Exhortent la communauté internationale à continuer d'appuyer les efforts que déploient les PEID pour augmenter la production, la productivité et la viabilité agricoles, et faire de la sécurité alimentaire une priorité. Cela devrait passer par la diversification des cultures et le développement d'activités à valeur ajoutée, des travaux de recherche et développement, une meilleure mise en valeur des terres, une gestion durable des forêts, l'accès à des technologies modernes et

- leur utilisation appropriée, l'accès aux marchés ainsi que l'émancipation des petits agriculteurs, notamment les femmes, les peuples autochtones et les communautés rurales;
- Exhortent la communauté internationale à continuer d'aider les PEID à mettre en place des systèmes adéquats de recyclage, de réduction et de traitement, de réemploi et de gestion des déchets, ainsi que des mécanismes de protection des océans et des zones côtières contre les déchets et matières toxiques, notamment en créant et renforçant les systèmes et réseaux de diffusion de l'information sur les technologies respectueuses de l'environnement, le recyclage et les techniques d'élimination;
 - Notent avec inquiétude que la qualité et la disponibilité de l'eau sont des contraintes de taille pour les PEID, et que bien que certains PEID aient pris des mesures pour gérer la demande, traiter les eaux usées, favoriser une utilisation rationnelle de l'eau et renforcer la sensibilisation du public, ces efforts sont entravés par l'insuffisance des moyens financiers et des capacités, et demandent à la communauté internationale d'apporter son aide aux PEID pour renforcer leurs capacités d'élaboration et d'exécution des programmes concernant l'eau douce et l'assainissement;
 - Exhortent la communauté internationale à appuyer les efforts que déploient les PEID pour renforcer les systèmes nationaux de données désagrégées et d'information, ainsi que les capacités d'analyse aux fins de la prise de décisions, du suivi des progrès et de la mise au point de profils de pays axés sur la résilience aux vulnérabilités;
 - Exhortent les partenaires du développement, compte tenu de la situation économique mondiale actuelle, à continuer d'accorder l'attention voulue aux vulnérabilités uniques et particulières des PEID dans le cadre des accords de commerce et de partenariat ainsi que des programmes de préférences commerciales, conformément aux règles et dispositions de l'OMC, afin de favoriser la reprise économique dans ces pays;
 - Reconnaissent que les particularités de chaque PEID devraient être prise en compte lorsqu'il s'agit de déterminer le niveau d'endettement supportable à long terme, et que l'accès des PEID aux marchés de capitaux internationaux doit être assuré;
 - Exhortent les institutions financières internationales à continuer de tenir compte des particularités, de la situation et des vulnérabilités de chaque PEID afin qu'ils aient un accès adéquat aux ressources financières, notamment à des prêts à des conditions favorables destinés à des investissements dans le développement durable;
 - Demandent au Secrétaire général des Nations Unies d'inclure dans son rapport sur le suivi et l'application de la Stratégie de Maurice qu'il présentera à l'Assemblée générale lors de sa 66^{ème} session, un chapitre concernant la collecte, l'analyse et la diffusion des données concernant le développement durable des PEID, et de recommander des moyens de résoudre les difficultés dans ce domaine;
 - Demandent au Secrétaire général des Nations Unies de soumettre un rapport dans lequel il fait des recommandations concrètes pour: renforcer l'application du PAB et de la Stratégie de Maurice, réorienter les efforts vers une approche qui privilégie les résultats, et réfléchir à des mesures nouvelles

- et plus efficaces qui permettraient de mieux tenir compte des vulnérabilités uniques et particulières et des besoins en développement propres aux PEID; et
- Réaffirment leur détermination à remplir leur engagement à poursuivre l'application de la Stratégie de Maurice et soulignent l'urgence de trouver, en concertation, de nouvelles solutions pour résoudre les principaux problèmes auxquels sont confrontés les PEID.

BRÈVE ANALYSE DE LA RÉUNION

La vie dans les îles n'est pas toujours aussi pittoresque qu'on le vante dans les brochures de voyage de luxe, en particulier pour ceux qui y vivent. Beaucoup de petits États insulaires en développement sont petits, éloignés et disposent de ressources limitées, et ils sont menacés par de nombreux problèmes environnementaux comme les épisodes météorologiques extrêmes, l'élévation du niveau des mers et les changements climatiques. Compte tenu de ces menaces mettant gravement en péril leur survie, on peut se demander si une réunion de deux jours est suffisante pour accorder aux PEID l'attention qu'ils méritent, en particulier puisqu'elle était intercalée entre deux événements de haut niveau largement médiatisés, le Sommet sur les OMD et l'ouverture de la 65^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Bien que relégués au sous-sol du Siège des Nations Unies pendant un week-end dans une salle de conférence qui n'avait nullement atteint sa capacité, de nombreux ministres et officiels gouvernementaux de haut niveau représentant les PEID et les pays donateurs ont pris le temps, malgré leurs agendas chargés, d'assister à la Réunion de haut niveau relative à l'examen quinquennal de la Stratégie de Maurice.

Depuis la réunion internationale tenue à Maurice en 2005 et l'adoption du Programme d'action de la Barbade en 1994, les PEID ont démontré leur engagement envers le développement durable – nombreux sont ceux qui ont créé des aires protégées, se sont engagés sur la voie des énergies renouvelables, et ont intégré les principes du développement durable dans leurs stratégies de développement nationales. Cependant, des contraintes considérables demeurent. Les crises mondiales financière, énergétique, et alimentaire actuelles – auxquelles le Premier ministre de Saint-Vincent-et-les-Grenadines a fait référence en parlant de « tsunami du développement » – contribuent à accentuer les difficultés économiques et augmenter la dette publique des îles, rendant les PEID encore plus vulnérables aux chocs extérieurs qu'auparavant.

À la lumière de la MSI+5, cette analyse porte sur les défis actuels auxquels sont confrontés les PEID, les impacts potentiels de l'obtention d'un statut spécial dans le système des Nations Unies, les difficultés associées au statut de pays à revenu intermédiaire de certains PEID, et à l'impact des mécanismes internationaux actuels sur les PEID.

OBTENIR UN STATUT SPÉCIAL

Le poète anglais du 17^{ème} siècle John Donne écrivait « Nul homme n'est seul, isolé » (traduit de l'anglais: « *No man is an island entire of itself* »). L'avenir des PEID est tributaire du reste du monde et des mécanismes internationaux qui modifient rapidement le paysage géopolitique, en particulier le Cycle de

développement de Doha, sous l'égide de l'OMC, concernant les négociations commerciales et les négociations des Nations Unies sur les changements climatiques.

Malgré la diversité des PEID et leur éloignement les uns des autres, leur avenir politique repose sur leur capacité à se réunir au sein d'un groupe efficace et coordonné qui parle d'une seule voix dans les forums internationaux. C'est déjà une évidence au sein de la CCNUCC, mais la plupart des PEID voudrait la voir étendue à tous les organismes des Nations Unies. Les arguments en faveur d'un statut spécial, sous l'égide de l'ECOSOC, avancés pendant la réunion ont reçu un appui de plus en plus fort. Cependant, certains restent incertains des implications légales et des mesures que cela suppose compte tenu du manque de précédent en la matière.

En outre, les PEID demandent à bénéficier d'un statut économique spécial proche de celui des pays les moins avancés, ce qui, disent-ils, faciliterait leur accès aux financements des bailleurs internationaux. D'autres ont suggéré que l'octroi d'un statut spécial et l'augmentation de l'appui financier aux PEID signifieraient une diminution dans les mêmes proportions de celui fourni aux autres pays en développement dans le monde, ce qui remet en question le réalisme d'une aide du G77/Chine.

ÉCHAPPER AU PIÈGE DU REVENU INTERMÉDIAIRE

À l'exception d'une poignée de pays, beaucoup de PEID des Caraïbes ont vu leur statut progresser au niveau de revenu intermédiaire, et en conséquence, ne sont plus éligibles aux financements à des conditions favorables dédiés aux pays en développement. Cependant, ces PEID précisent que ce statut est trompeur et que le manque cruel de financements et leur vulnérabilité actuelle les empêchent d'entrer dans une prochaine phase de développement.

Au cours de la réunion, les PEID des Caraïbes ont mis l'accent sur le fardeau que constitue leur dette extérieure. D'après le PNUD, la dette extérieure des pays en développement était de 24% du PIB en moyenne en 2008. Cependant huit PEID, la plupart des Caraïbes, enregistraient un rapport dette/PIB excédant 100%. Encore plus surprenant, cela concernait la Barbade, la Grenade, la Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, et les Seychelles, tous considérés comme des économies à revenu intermédiaire ou au-dessus.

De telles données économiques éclairent sur la complexité de la situation dans laquelle se trouvent les PEID. Un PIB par habitant élevé place nombre d'entre eux dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire, néanmoins leur exposition aux catastrophes naturelles et la concentration de leurs économies sur les exportations signifient qu'un seul cyclone ou la dévaluation d'un produit peuvent saper les bénéfices de plusieurs années de développement. Cela plonge les PEID dans un cycle d'emprunt et d'endettement insoutenable, limite les possibilités fiscales permettant des investissements publics, et empêche tout progrès significatif dans la réduction de la pauvreté.

Comme l'a si bien résumé le Vice-président des Seychelles dans son discours lors du Sommet sur les OMD: « Les PEID sont trop développés pour bénéficier des concessions accordées aux PMA, mais ils ne sont pas assez développés pour bénéficier des avantages du statut de premier monde. Dans ce piège du revenu intermédiaire, on a, malheureusement, le sentiment qu'il n'y a pas moyen de progresser ».

En fait, compte tenu de l'augmentation des menaces, en particulier celle que constituent les changements climatiques, il y a un sentiment général que si les vulnérabilités et les préoccupations des PEID ne sont pas prises en compte, il n'y aura aucune issue autre que la chute; une chute en termes de développement économique, et, littéralement, dans le sens que les îles courent un réel danger à cause de l'élévation du niveau des mers et du réchauffement climatique.

VERS CANCÚN ET AU-DELÀ

Dans le cadre des négociations internationales sur les changements climatiques, les PEID ont milité pour la proposition « 1,5°C pour rester en vie ». Mais avec l'échec à Copenhague en 2009 des négociations pour aboutir à un accord contraignant pour l'après-Kyoto, le manque de progrès véritables dans les discussions actuelles sur les changements climatiques, et le peu d'attentes que l'on a de la CdP16 qui se tiendra à Cancún dans moins de deux mois, l'existence même de nombreux PEID demeure incertaine.

Les délégués de pays développés clés présents à la MSI+5, notamment le Canada et les États-Unis, et des pays émergents comme l'Inde et la Chine, ont exprimé leur solidarité envers les PEID. Cependant, sans accord pour l'après-Kyoto, les PEID, même si un statut spécial leur est reconnu au sein du système des Nations Unies, restent à la merci de la nature et du système économique international. Certains délégués plus optimistes ont suggéré qu'une meilleure coordination des activités de l'AOSIS, grâce au financement promis par le Gouvernement australien, pourrait donner la possibilité aux PEID d'être mieux informés, plus engagés et plus stratégiques dans le processus.

Quel que soit le résultat de Cancún, l'important était que la MSI+5 rappelle à l'Assemblée générale la situation critique dans laquelle se trouvent les PEID. C'est ce à quoi la réunion d'examen est parvenue, pour l'essentiel – attirer l'attention des partenaires du développement et du reste du monde sur la vulnérabilité à laquelle les PEID continuent de faire face, et soutenir des actions spécifiques qui aideront les PEID à renforcer leurs stratégies pour augmenter leur résilience.

La réunion a aussi donné l'opportunité aux partenaires du développement de renouveler leur engagement à l'égard des PEID et d'annoncer de nouvelles activités et initiatives. Mais de façon décevante, les nouvelles possibilités de financement ont paru faibles sur le terrain, avec peu de promesses de nouveau soutien financier. À la place, les bailleurs traditionnels se sont partagé les activités en cours dans les PEID, et ils ont réitéré des engagements financiers en faveur des PEID et du Fonds pour le climat à démarrage rapide, déjà existants. Davantage de propositions sont venues des bailleurs non-traditionnels, notamment les pays en développement engagés dans la coopération Sud-Sud, la Turquie et l'Algérie offrant leur expertise en matière de prévention des catastrophes.

Il n'existe pas de solutions simples concernant les PEID. Comme l'a souligné un délégué, la Stratégie de Maurice et le Plan d'action de la Barbade sont des documents directeurs importants, mais le défi est de passer à l'étape de la mise en œuvre et de l'action sur le terrain. La déclaration politique de la réunion a réaffirmé le consensus international autour du besoin d'aider les PEID à poursuivre leurs efforts de développement

durable, mais il faudra faire plus pour sensibiliser l'opinion, et garder les problèmes des PEID en tête de l'agenda du développement international.

Les PEID reconnaissent l'interdépendance de leur détresse, toutefois d'autres pays ont eu tendance à faire état de leur engagement sans comprendre l'urgence de la situation. C'est la raison pour laquelle le Président de Nauru a invité le Secrétaire général des Nations Unies à se rendre sur place dans le Pacifique pour toucher du doigt la réalité de la vie dans les PEID. Alors peut-être, quand les représentants de haut niveau réaliseront que les belles plages sont progressivement submergées par des marées hautes exceptionnelles et que les palmiers se retrouvent rapidement sous les eaux, la gravité de la dernière ligne du poème de Donne résonnera: « et ainsi, ne demande jamais pour qui sonne le glas; il sonne pour toi. » (traduit de l'anglais: "and therefore never send to know for whom the bell tolls, it tolls for thee.")

PROCHAINES RÉUNIONS

FORUM SOCIAL 2010 SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LES DROITS DE L'HOMME: Ce forum portera sur: les impacts négatifs des changements climatiques sur la pleine jouissance des droits de l'homme, notamment le droit à la vie et les droits économiques, sociaux et culturels; les mesures et actions pour diminuer l'impact des changements climatiques sur la pleine jouissance des droits de l'homme aux niveaux local, national, régional et international, notamment sur les groupes les plus vulnérables, les femmes et les enfants en particulier; ainsi que l'aide internationale et la coopération dans la prise en charge des impacts des changements climatiques sur les droits de l'homme. **dates:** du 4 au 6 octobre 2010 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** Secrétariat du Forum Social, Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme **téléphone:** +41-22-928-9448 **fax:** +41-22-928-9010 **email:** socialforum@ohchr.org **www:** <http://www2.ohchr.org/english/issues/poverty/sforum.htm>

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PRÉVENTION DES CATASTROPHES NATURELLES: Célébrée chaque année le deuxième mercredi d'octobre pour promouvoir la prévention des catastrophes naturelles, cette journée encourage la population et les gouvernements à participer au renforcement de la résilience des communautés et des nations. **date:** 13 octobre 2010 **contact:** Secrétariat du UNISDR **téléphone:** +41-22-917-8908 **fax:** +41-22-917-8964 **email:** isdr@un.org **www:** <http://www.unisdr.org/>

39ÈME SESSION ANNUELLE DE LA COMMISSION DE GÉOSCIENCE APPLIQUÉE DES ÎLES DU PACIFIQUE (SOPAC): Cette réunion comprendra une réunion du Groupe de conseil technique (TAG) pour réfléchir au Programme de travail de la SOPAC et une réunion du Réseau des sciences, de la technologie et des ressources (STAR), qui est un forum à composition non limitée, pour rendre compte des travaux de la recherche géoscientifique dans le Pacifique Sud et permettre aux scientifiques des pays membres de la SOPAC et la communauté géoscientifique internationale, d'échanger des informations et des idées. **dates:** du 16 au 22 octobre 2010 **lieu:** Nadi, Fidji **www:** <http://www.sopac.org/index.php/39th-annual-session-2010>

DIXIÈME RÉUNION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CDB: La dixième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) a pour objet d'évaluer l'atteinte de l'objectif 2010 de réduction significative du taux d'érosion de la biodiversité, d'adopter un régime international d'accès et de partage des bénéfices et de célébrer l'Année internationale de la biodiversité 2010. **dates:** du 18 au 29 octobre 2010 **lieu:** Nagoya (Aichi), Japon **contact:** Secrétariat de la CDB **téléphone:** +1-514-288-2220 **fax:** +1-514-288-6588 **e-mail:** secretariat@cbd.int **www:** <http://www.cbd.int/cop10>

JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA PAUVRETÉ: Convoquée sous le thème « De la pauvreté à un travail décent: Comblons l'écart », cette journée donne l'opportunité de reconnaître les efforts et la lutte de ceux qui vivent dans la pauvreté et leur donne une occasion de faire valoir leurs préoccupations. **date:** 18 octobre 2010 **lieu:** Siège des Nations Unies, New York **contact:** Jomo Kwame Sundaram **fax:** +1-212-963-3062 **www:** <http://www.un.org/esa/socdev/social/intldays/IntlDay/2010.html>

CONFÉRENCE MONDIALE SUR L'AGRICULTURE, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES: Cette réunion a pour objet de proposer des actions concrètes pour faire le lien entre la mise en oeuvre des investissements, politiques et mesures relatifs à l'agriculture, et les réductions d'émissions de carbone et les bénéfices de l'adaptation à long terme. **dates:** du 31 octobre au 5 novembre 2010 **lieu:** La Haye, Pays-Bas **téléphone:** +31-70-306-6366 **fax:** +31-70-306-6443 **email:** agriculture2010@minlnv.nl **www:** <http://www.afcconference.com/>

SEIZIÈME RÉUNION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CCNUCC ET SIXIÈME SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE KYOTO: Les 33èmes réunions du SBI et de l'OSGST auront lieu simultanément. **dates:** du 29 novembre au 10 décembre 2010 **lieu:** Cancún, Mexique **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228-815-1000 **fax:** +49-228-815-1999 **email:** secretariat@unfccc.int **www:** <http://unfccc.int/>

QUATRIÈME CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS: Cette conférence a pour objet d'évaluer les résultats du plan d'action décennal adopté lors de la troisième Conférence sur les PMA et d'adopter de nouvelles mesures et stratégies pour leur développement durable. **dates:** du 30 mai au 3 juin 2011 **lieu:** Istanbul, Turquie **contact:** Ricardo Dunn **téléphone:** +1-917-367-6006 **e-mail:** dunn@un.org **www:** <http://www.un.org/wcm/content/site/ldc/home>

42ÈME RÉUNION DU FORUM DES ÎLES DU PACIFIQUE: Cette réunion, qui marque le 40ème anniversaire du Forum des îles du Pacifique, sera accueillie par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande. **dates:** du 6 au 9 septembre 2011 **lieu:** Nouvelle-Zélande **www:** <http://www.forumsec.org.fj/>